Octobre 2014 - N° 37

LE POIL à GRATTER

Le bulletin mensuel du syndiqué CGT SIDEL

Sommaire :

- Page 1 / L'édito qui pique !
- Pages 2 et 3 / Journée d'action du 16 octobre
- Pages 4 et 5 / TAFTA
- Page 6 / VALLS au Havre
- Page 7 / Gueule de bois pour Mickey
- Page 8 / Infos utiles

L'édito qui pique !

La pression monte, le flicage est de retour chez SIDEL !

Depuis quelques temps, nous constatons un certain flicage dans les ateliers et les bureaux de la production.

Nous avions dénoncé il y a quelques temps, des pressions de hiérarchiques sur les monteurs concernant les pauses café et l'utilisation du téléphone. Il n'y a pas longtemps, des dégradations de biens personnels de monteurs de l'atelier production ont été constatées : **ils ont retrouvés leurs postes radios à la poubelle !** Et pas plus tard que la semaine dernière, un salarié a été réprimandé parce qu'il sifflotait pendant qu'il travaillait !

On marche sur la tête ! A en croire les responsables de secteur, l'atelier serait une garderie et les salariés de sales gosses qu'il faudrait mener à la baguette ! Quelle intolérance ! Quel manque de respect de la part du responsable production pour le travail réalisé à l'atelier !

Si la qualité de montage des machines SIDEL n'est plus à démontrer, c'est bien grâce au professionnalisme des salariés du site !

On peut faire des lignes d'assemblages, des îlots de montage, mettre du scotch sur le sol et poser de beaux écrans partout, cependant on doit respecter les salariés, qui, pour la plupart, travaillent chez SIDEL depuis plus de 15 ans !

Le visuel, le « tape à l'œil » ne suffit pas ! Ce n'est pas ce qui fait vendre nos machines. **La réputation de SIDEL repose notamment sur la qualité de nos produits et le savoir-faire des salariés !**

Cette tendance de flicage semble s'étendre maintenant aux bureaux et à l'ensemble de la production. D'après certains petits chefs, rien n'avance, on ne travaillerait pas assez vite, il faudrait que les salariés mettent les bouchées doubles !

Nous ne pouvons laisser passer ça ! La direction du site, plutôt favorable au dialogue social, doit prendre les mesures nécessaires pour que ces agissements cessent ! Le respect humain doit prédominer.

« Toujours plus de barreurs et moins de rameurs », à en croire les chiffres mensuels donnés en réunion de Comité d'Entreprise, ce discours semble être le nouvel objectif de la direction !

Nous l'avons dit dans un dernier tract, les salariés ne s'y retrouvent pas dans cette nouvelle organisation. Ils ne comprennent pas l'orientation stratégique de l'entreprise et se sentent exclus de l'organisation.

Les élus CGT veillent à la santé physique et psychologique des salariés du site, mais aussi au respect des valeurs humaines. **Ils ne toléreront jamais une quelconque forme de pression, intimidation ou tout autre agissement qui pourrait être exercé sur un(e) salarié(e) au prétexte de la productivité !**

APPEL DES UNIONS LOCALES CGT DU HAVRE - HARFLEUR TANCARVILLE – LILLEBONNE BOLBEC GRAVENCHON

POURQUOI LA CGT APPELLE A LA MOBILISATION LE 16 OCTOBRE ?

Depuis des années, sous les divers gouvernements successifs, des centaines de milliards d'euros sont distribués aux entreprises :

- **50 milliards** par an du Pacte de Responsabilité,
- **30 milliards** par an d'exonérations de cotisations patronales,
- auxquels il faut ajouter **100 milliards** par an d'arriérés de cotisations non payées,
- **20 milliards** par an de Crédit Impôt Compétitivité Emploi aux entreprises,
- **48 milliards d'aides** financières aux banques,
- **200 milliards** d'aides diverses aux entreprises,
- **4.6 milliards** d'aides aux entreprises sur la fiscalité locale,
- **20 milliards** de fraude à la sécurité sociale sur le travail non déclaré par le patronat…

Tous ces milliards sont distribués sans aucune contrepartie :

Accord National Interprofessionnel (ANI) = **0 emploi !**

Pacte de Responsabilité (ou plutôt d'irresponsabilité) = **0 emploi !**

Aucune de ces réformes n'a permis de lutter contre le chômage…

PIRE : Le chômage augmente alors que parallèlement les dividendes pour les actionnaires ont augmenté de 30% !

Depuis des années, **nous subissons des baisses de salaires** (augmentation des cotisations salariales, augmentation de mutuelle, etc), **un blocage des retraites, des atteintes à l'assurance chômage, des attaques sur le droit du travail.**

C'est donc les gouvernants, **avec la complicité du MEDEF**, qui créent la précarité et mettent en péril le droit du travail, le budget de l'Etat et les droits sociaux (Sécurité Sociale, retraites)

Pourtant, d'autres solutions existent ! La CGT a des propositions à faire pour plus de justice sociale (lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, soit 180 milliards, taxer les dividendes, etc)

Tous les salariés du public comme du privé, les retraités, les précaires et privés d'emploi ont donc tous d'excellentes raisons de se mobiliser le 16 octobre !

RENDEZ-VOUS A FRANKLIN LE 16 OCTOBRE A 10H30

L'AGENDA REVENDICATIF du 16 OCTOBRE 2014

Nous avons décidé à notre dernière AG des 3 UL, une journée riche en actions le 16 octobre, voici le déroulement prévu pour la journée :

07H30 :

RDV devant le Medef (115 rue Desramé)

Ramenez vos poubelles pour les déposer devant le local à ordures !

08H30 :

Rassemblement devant l'entrée de l'hôpital Flaubert, à l'appel de la CGT hospitaliers à l'occasion du Conseil de Surveillance de l'hôpital en présence de l'Agence Régionale de la Santé.

10H30 :

RDV devant FRANKLIN pour plusieurs actions « coup de poing » et une manifestation jusqu'au siège de France3 (World Trade Center) pour une « conférence de presse CGT ».

TAFTA

Le grand marché Transatlantique contre les peuples

Les grandes firmes de l'industrie, du commerce, de la finance, qui ont conquis la planète, tiennent les Etats par le bout du nez, sont très présentes à la direction des organismes internationaux comme le FMI, la Banque mondiale, ou encore la Banque centrale européenne. Ils ont finalement imposé aux Etats et à leurs superstructures la négociation d'un accord commercial trans-atlantique (TAFTA ou Trans-Atlantic Free Trade Agreement) visant à démanteler tout ce qui fait encore obstacle à leur liberté et à réduire à rien les politiques publiques dans les domaines de la santé, de l'emploi, des revenus, de l'environnement, etc…

Un des premiers objectifs affichés est la suppression des droits de douane restant, notamment en ce qui concerne les produits de l'agriculture, secteur où ils demeurent les plus élevés. Le but est bien de renforcer les capacités exportatrices de l'Europe et des USA, au détriment surtout des pays du Sud. La suppression de ce qui reste des droits de douane renforcerait évidemment la concurrence de tous contre tous, les pratiques de dumping social, écologique, et fiscal. La sécurité et la souveraineté alimentaire (nourrir les populations et protéger la santé) seraient vidées de sens.

Ce projet vise tous les secteurs d'activité, ainsi que « la propriété intellectuelle ». Les multinationales veulent ainsi s'approprier du vivant en le brevetant, contrôler l'Internet et en faire un instrument renforcé de propagande, d'étude de marché et de contrôle et de surveillance.

Ce projet vise à mettre en place des organes de police économique en capacité de vérifier si quelque Etat ou collectivité territoriale ne serait pas récalcitrant ou, pis, empêcheur d'exploiter et de profiter tranquillement. La création de tribunaux spéciaux, dits tribunaux d'arbitrage, apparaît comme un des piliers de ce projet scélérat. Ces organismes d'arbitrages, de forme privée, tant revendiqués par les grandes firmes seraient en quelque sorte un législateur permanent, un père fouettard pour des victimes consentantes (les Etats, l'Union européenne).

Tout cela est fait dans le dos et au détriment des peuples. Aucune information consistante ne filtre. Le mandat donné à la Commission européenne de négocier au nom de tous les Etats membres est un blanc-seing. Aussi, les instances dirigeantes tentent-elles de prendre les devants, traumatisées qu'elles sont depuis les référendums de 2005 portant sur le projet de traité constitutionnel pour l'Union européenne (France, Irlande, Pays-Bas). La Commission a réuni les Etats membres de l'Union européenne le 22 novembre 2013 pour organiser en concertation la manière de « communiquer » sur les négociations portant sur le projet de grand marché transatlantique.

☞ Un dossier à suivre de près et à faire connaître auprès de tous ! STOP TAFTA

Meeting unitaire

avec

Susan George

Présidente d'honneur d'ATTAC

MARDI 21 OCTOBRE

SALLE FRANKLIN - 18H00

Premiers signataires au Havre : ATTAC, Artisans du monde, CGT LE HAVRE, Ecologie pour le Havre, Ligue des droits de l'Homme, Le Grain, AHCP, Mouvement de la Paix, Solidaires, , Fédération des association de Soutien aux travailleurs immigrés, Fédération syndicale Unitaire, Collectif Havrais des Objecteurs de Croissance, Ensemble, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne...

www.collectifstoptafta.org

L'UNION FAIT LA FORCE

Lors de la venue de M. VALLS (premier ministre de gôche) aux Docks du HAVRE le 24 septembre pour le « LH forum », une distribution de tract était organisée par l'Union des syndicats CGT du Havre au Rond-Point des DOCKS. La distribution était connue des services de police du Havre, tout était autorisé, sur le papier…

Malgré cela, des compagnies de CRS ont réceptionné la cinquantaine de syndicalistes présents, et les ont empêchés de réaliser cette distribution.

Face à cette attitude anti-syndicaliste anti-citoyenne, et devant le nombre important de CRS déployé, nous avons appelé en renfort les Dockers du Havre.

Le nombre important de syndiqués chez eux a permis une réactivité importante. Ils ont cessé l'activité portuaire et nous ont rejoints dans l'heure qui a suivi avec plus de mille manifestants afin de déloger les CRS.

Au vu du nombre, ces derniers ont reculé sans heurt ni bruit. Nous avons pu ensuite reprendre la distribution de tracts sans problème.

La moralité de cette histoire est qu'il faudrait que tous les salariés soient syndiqués. Les Dockers le sont tous, et quand cette force se met en marche, rien ne l'arrête.

FAISONS ADHERER A LA CGT.

GUEULE DE BOIS CHEZ MICKEY

Le château de la Belle au bois dormant a tremblé sur ses bases. Euro Disney, implanté à Marne-la-Vallée, vient d'être « sauvé » par sa maison mère américaine.

Le groupe américain Disney a décidé de recapitaliser sa filiale française, afin de réduire l'endettement qui menaçait sa survie.

Montant de l'opération : 1 milliard d'euros, sous forme d'injection d'argent frais (420 millions), de montée au capital et de réaménagement de la dette.

Depuis son ouverture en 1992, le parc a frôlé à plusieurs reprises le dépôt de bilan.

Pourtant, chaque année, près de 15 millions de visiteurs débarquent chez Mickey, un record absolu en Europe pour un parc d'attractions.

Mais la filiale française est plombée dès le début par un endettement colossal (1,7 milliard d'euros cette année), dû à des investissements massifs et à une sous-capitalisation.

Pour ne rien arranger, la maison mère a généreusement ponctionné sa filiale : tous les ans, 75 millions d'euros sont prélevés sous forme de royalties, un montant énorme représentant plus de la moitié des pertes du parc.

Les salariés ont des craintes à avoir pour l'avenir, Mickey a les dents de plus en plus acérées…

INFORMATIONS UTILES :

6

Nouveaux syndiqués depuis janvier

CGT SIDEL
Avenue de la patrouille de France
76930 Octeville sur Mer
☎ : 02.32.85.92.62
@ : cgt.sidel@wanadoo.fr

L'agenda des élus CGT SIDEL :

- **Lundi 20 octobre 2014 : Assemblée Générale de la SCI Dives sur Mer à Montreuil.**
- **Mardi 21 octobre 2014 : Réunion de Comité d'Entreprise Extraordinaire à 14h00**
- **Jeudi 23 octobre 2014 : Réunion de Comité d'Entreprise à 09h00**
- **Jeudi 23 octobre 2014 : Réunion des Délégués du Personnel à 14h00**

Réunion syndicale tous les mercredis à 14h00

SITES INTERNET :

CGT SIDEL : http://syndicatcgtsidel.hautetfort.com/
CGTLEHAVRE : http://ulcgtlehavre.hautetfort.com/
CGT METAUX : http://www.ftm.cgt.fr/
CGT : http://cgt.fr

Bulletin de contact et d'adhésion à la CGT SIDEL

Je me syndique pour être acteur et décideur à la CGT SIDEL

Nom.....Prénom.....

Service.....Tél.....Mail.....

A renvoyer par mail : **cgt.sidel@wanadoo.fr** ou à déposer dans la boite aux lettres CGT devant la porte du Comité d'Entreprise